

Changement climatique du Mali et déforestation : Une synergie d'action en gestation

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 14 SEPTEMBRE 2022

1181

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

L'ancien Secrétaire général de la présidence sous Ibrahim Boubacar Keïta a été brièvement interpellé à l'aéroport Paris-Charles de Gaulle (CDG) alors qu'il était en transit vers Séoul en Corée du Sud. M. Moustapha Ben Barka, sera finalement relâché au bout de quelques heures d'interrogation.

**Moustapha Ben
Barka relâché**

**Paris envoie
un message
fort à Bamako !**



Photo AMAP

**Organisation de référendum et des élections
générales : Un Comité de Pilotage mise en place**



**Célébration de la 37ème journée du CILSSS :
Élevage et insécurité au cœur des échanges !**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

13 sept.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

827

Nouveaux cas confirmés

67

Nouveaux guéris

26

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

551 708 Vaccinations incomplètes
1 706 559 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 330

Guéris

30 842

Décès

739

dont 456 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.16



P.27



/ Une /

Moustapha Ben Barka relâché : Paris envoie un message fort à Bamako !

P.5

/ Brèves /

Niger : 50 migrants dont dix enfants "en détresse" secourus en plein désert (OIM)

P.12

Sénégal : Élection mouvementée du candidat présidentiel à la tête de l'Assemblée nationale

P.12

Éthiopie : Frappe aérienne sur la capitale de la région du Tigré

P.13

Burkina : Le ministre de la Défense limogé et remplacé par le président Damiba

P.13

Mali – détention de 46 soldats ivoiriens : Ce que prépare Abidjan

P.14

Kenya : Plusieurs blessés dans une bousculade au stade où le nouveau président prête serment

P.14

/ Actualité /

Changement climatique du Mali et déforestation : Une synergie d'action en gestation

P.16

Célébration de la 37ème journée du CILSSS : Élevage et insécurité au cœur des échanges !

P.17

Renforcement de la justice : 50 officiers de Police judiciaire en formation

P.19

Engins explosifs : Plus de 200 victimes civiles depuis janvier 2022

P.20

Affaire des 46 militaires ivoiriens : Fin de cavale pour Karim Keïta et autres ?

P.21

/ Politique /

Organisation de référendum et des élections générales : Un Comité de Pilotage mise en place

P.24

MODELE-MALI : Session d'aguerrissement des observateurs électoraux

P.26

Affaire des « mercenaires ivoiriens » : Les positions se radicalisent

P.27

/ Culture & société /

Homosexualité des mineurs au Mali : Autorités et parents interpellés

P.29

/ International /

Kenya : Uhuru Kenyatta, président insondable au bilan en demi-teinte

P.30

En Afrique : Tout le monde ne pleure pas la reine

P.32

/ Sport /

CR7 6é, Benzema 4é, M'Bappé 2é... : Les 7 premiers favoris pour le soulier d'or de la coupe du monde de la FIFA 2022

P.33

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Moustapha Ben Barka relâché Paris envoie un message fort à Bamako !

L'ancien Secrétaire général de la présidence sous Ibrahim Boubacar Keïta a été brièvement interpellé à l'aéroport Paris-Charles de Gaulle (CDG) alors qu'il était en transit vers Séoul en Corée du Sud. M. Moustapha Ben Barka, sera finalement relâché au bout de quelques heures d'interrogation.



Le service Interpol avait émis une notice rouge à l'encontre de Moustapha Ben Barka à la demande de la justice malienne. Son nom a été cité dans le cadre de l'affaire de l'acquisition de l'avion présidentiel sous le régime d'Ibrahim Boubacar Keïta. En poste à Lomé, à la BOAD, ce haut fonctionnaire n'a jusqu'à présent pas répondu à la demande de la justice comme nombreux d'autres en exils.

C'est dans le cadre de l'affaire citée plus haut, en effet, que l'ancien secrétaire général de la présidence, a été emmené par la police française alors qu'il transitait par l'aéroport Paris-Charles de Gaulle. Se rendant en mission en Corée du Sud, le 11 septembre au soir, Moustapha Ben Barka, vice-président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), en provenance de Lomé dans un vol Air France en direction de Paris, par où il doit transiter avant de poursuivre son voyage vers Séoul, a été interpellé par des membres de la Police aux frontières (PAF).

Il lui sera signifié, une fois dans leurs locaux, qu'Interpol a émis une notice rouge à son encontre à la demande de la justice malienne, dans le cadre de l'affaire de l'acquisition de l'avion présidentiel sous le régime d'Ibrahim Boubacar Keïta, durant lequel Ben Barka a exercé également les fonctions de ministre de l'Industrie.

Pourquoi il a été relâché ?

Selon Jeune Afrique, la justice française a signifié à Moustapha Ben Barka qu'elle estimait que ce dossier était « politique » et qu'elle n'y donnerait donc pas suite comme elle le fait toujours dans ce genre de cas. Il a alors pu repartir libre vers Séoul après plusieurs heures dans les locaux de la PAF à l'aéroport CDG.

Il est clair que la tension entre Paris et Bamako est pour quelque chose dans le relâchement de l'ancien secrétaire. Des observateurs se demandent si Paris aurait agi de la sorte, si les relations franco-maliennes étaient au beau fixe !

D'ores et déjà, spéculent certains, d'autres dignitaires de l'ancien régime, plus ou moins reprochables, pourraient trouver refuge en France.

Toutefois, l'on se demande si Lomé, actuellement dans les bonnes grâces de Bamako, aura l'amabilité de livrer Moustapha Ben Barka ?

Une chose est sûre : l'affaire de l'acquisition de l'avion présidentiel est devenue un serpent de mer. L'enquête sur son acquisition plus qu'une peste, touche presque tous les hauts cadres dans l'entourage de feu président, Ibrahim Boubacar Keïta. L'achat de cet avion ainsi que les équipements militaires dans le cadre de la loi de programmation militaire auraient été au cœur d'un vaste système de détournement de fonds publics.

Cependant, les autorités de la transition qui avaient relancé le dossier en 2021 ont pu mettre la main sur plusieurs anciennes figures du régime d'IBK dont certains ont été interpellés dans le cadre de cette affaire. Il s'agit de feu Soumeylou Boubeye Maïga, ancien Premier ministre (décédé le 21 mars 2022 en détention) interpellé au moment que, Mme Bouaré Fily Sissoko, ex-ministre de l'Économie et des Finances et Mahamadou Camara, ex-directeur de cabinet du président.

Binadjan Doumbia



■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)- Au Mali, le président du conseil d'administration de la Société de Gestion et Intermédiation (SGI Global Capital) Al-hassane Salif Sissoko, recevra officiellement son trophée et sa dénomination en marge d'une cérémonie solennelle baptisée « #PADEVKigali2022 » au Rwanda.



■ Financial Afrik



Par Amadou Diaw, fondateur de l'Institut supérieur de Management (ISM), Sénégal. L'Université Africaine de demain a pour défi d'apprendre de sa jeunesse par une écoute et une approche pédagogique autre. Nos systèmes éducatifs sont en crise. L'École doit être repensée. Avec d'autres, nous nous attelons tous à y remédier.



■ Casimir Sangala



Maroc : 26 957 cas de divorce en 2021. Nous ne sommes pas les seuls !

■ Kassoum Thera



Entre Lewandowski et Sadio Mané tout bon africain doit savoir qui choisir

■ Ammy Baba Cisse



Les policiers demandent que justice leur soit faite parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans le décret N2021-0687/PT-RM du 28 Septembre 2021



■ Financial Afrik



La Générale des carrières et des mines (Gecamines), une entreprise de l'Etat congolais, a annoncé, lundi 12 septembre, le lancement des travaux de construction d'une mine souterraine de zinc et de cuivre à Kipushi, en partenariat avec la firme canadienne Ivanhoe Mines. La production de cette mine est attendue dans deux ans, soit fin 2024.
#Cuivre #RDC



■ Bacary Camara



Les rites et traditions

« Dis-moi comment tu t'appelles, je te dirais qui tu es »

Celui qui s'appelle Mamadou Lamine ou « Madani » est le premier né de la descendance de son père.

Un malinké porte plusieurs noms .tout d'abord le dyamu de son père(nom collectif qui le rattache à un ensemble clanique(Keita, Traoré, Camara)il est ensuite individualisé par un certain nombre de noms personnels(Togo), le premier est donné à la naissance indiquant à la fois le sexe et le rang de naissance par rapport aux enfants de la même mère, quelques jours après la naissance, l'enfant est solennellement baptisé et reçoit un nom définitif. Ce nom évoque soit l'ascendance de l'enfant Fatogoma, homonyme du père soit les qualités du père (Kémoko le notable)Magan le maître, Karamoko l'homme du savoir, Moriba le Marabout, soit dans les circonstances particulières de la naissance. Mêmes islamisés les malinkés ont conservé l'habitude d'indiquer le rang de naissance de l'enfant dans sa génération en fixant pour les deux premières filles un certain nombre d'appellations types. Pour le premier garçon par exemple ce sera souvent l'un des noms du prophète, pour le second celui du premier calife Aboubekr, pour le troisième celui du calife Omar, pour le cinquième l'un des noms du calife Osman. Ainsi chacun sait que celui qui s'appelle Mamadou Lamine ou Madani est le premier né de la descendance de son père, celui qui s'appelle Ali est né au troisième rang.

Les musulmans qui ont deux jumeaux appellent souvent l'aîné c'est-à-dire le dernier né Lassana et le cadet Lassina s'inspirant ainsi des noms des fils d'Ali « Alhasan et Alusain. »

B.CAMARA, Journaliste, Chercheur



■ Mimi Zena/journaliste



On entend toujours que la pyramide est l'une des sept merveilles du monde .. Et on le dit toujours ! Mais beaucoup d'entre nous ne savent pas pourquoi la plus grande pyramide des sept merveilles du monde ? Allez je vais vous dire pourquoi

1_ Une pierre dans la pyramide pèse entre 2 tonnes et 15 tonnes !

2_ Le nombre de pierres pyramidales est d'environ 2 millions et 600 mille pierres.

3_ La hauteur de la pyramide est d'environ 146,5, le bâtiment le plus haut au monde depuis 3800 ans.

4_ Le poids de la pierre de granit sur le toit de la chambre du roi pèse 70 tonnes (personne ne sait comment les anciens Égyptiens l'ont soulevée) !!!!

5_ Le couloir d'entrée de la pyramide pointe vers l'étoile arctique et le couloir intérieur pointe vers l' étoile capillaire yéménite.

6_ Lorsque vous mettez de la nourriture dans la chambre funéraire du roi.. La nourriture ne pourrit pas !!

7_ Si vous apportez une souris rasée froide et que vous la laissez pendant un certain nombre d'heures, elle reviendra !!

8_ Si vous apportez une plante et que vous la mettez à l'intérieur de la pyramide, elle poussera

Plus grand que hors de la pyramide !

9_ La circonférence de la pyramide divisée par la hauteur de la pyramide = 3,14, ce nombre est un nombre inhabituel en mathématiques, on l'appelle la constante mathématique (π) et est utilisé intensivement en mathématiques et en physique.

10_ marche dans la chambre du roi jure l'océan sur la hauteur Vos mains ont le même résultat 3.14, le cercueil du roi divise son entourage par la hauteur de vos mains ont les mêmes résultats !

11_ La plus grande pyramide pour le système astronomique est située sous la plus grande étoile du ciel, et la position des trois pyramides équivalente à trois étoiles dans le ciel est appelée « La Ceinture du Puissant ».

12_ La pyramide réfléchissait la lumière la nuit parce qu'elle était peinte en blanc qui reflète la lumière vive.

13_ Dans certaines pièces de la pyramide, les appareils cessent de fonctionner et leurs signaux sont coupés, et la raison est inconnue ! Les scientifiques disent que la découverte des traces et des secrets des anciens Égyptiens n'est qu'une goutte d'un vaste océan.



EcoMatin



Le dixième exercice de la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré), filiale du Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS) s'est soldé par un chiffre d'affaires en hausse de 7% par rapport à l'année précédente, soit 14,6 milliards de Francs CFA au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021, tel qu'il ressort des comptes arrêtés par son Conseil d'Administration et approuvés par l'Assemblée Générale Annuelle de ses actionnaires.



NIANG TV



L'histoire a donné raison au Gal Gamou!
Les individus qui s'en prennent aujourd'hui au Général Gamou alors qu'il essaie de sauver les populations innocentes étaient où quand il attirait l'attention de tous sur le danger que représente l'EIGS pour nos communautés ? Depuis Mai 2015 date à laquelle cette partie d'almourabitoune a fait allégeance à DAESH, elle n'a cessé de s'en prendre aux populations civiles. Et elle continue de nos jours de plus belle.
Le GATIA et le MSA ont perdu les plus valeureux de leurs hommes dans ce combat. Ces deux mouvements étaient le rempart face à cette montée de l'EIGS.
Gamou et Moussa Ag Acharatoumane ont donné ce qu'ils pouvaient pour barrer la route à ce monstre comme l'ont démontré les derniers combats d'Anderamboukane où les deux étaient sur le champ de bataille.
L'attention de tous a été attirée sur la lente mais sûre progression de cette hydre. Des appels à la mobilisation ont été lancés par Gamou et ceux qui à l'époque se battaient déjà contre ces extrémistes. La sonnette d'alarme a été tirée pour attirer l'attention des uns et des autres sur ce mal qui pouvait être contenu à ce moment précis avec l'effort de tous.
Personne n'est venue...
Aujourd'hui que le mal avance, les langues vont se délier et avec elles j'espère l'ouverture d'un front commun pour contenir sa progression.
Soit nous faisons tous front commun soit nous serons tous chassés de chez nous. Chacun de nos campements est visé.
Nous n'avons plus le choix.

Bonne soirée.
Mohamed Ag Albachar.



Tombouctou : Le 52ème régiment d'infanterie motorisée a un nouveau commandant.

La cérémonie de passation de commandement entre le commandant sortant du 52ème régiment d'infanterie motorisée, le chef d'escadron Dramane TRAORE et son successeur le chef de bataillon Yoro MAÏGA, s'est déroulée, le lundi 12 septembre 2022. C'était à la place d'armes du poste de commandement du secteur 3 de l'Opération Maliko.

La passation a débuté par la revue des troupes exécutée par le commandant du secteur 3 de l'Opération Maliko, le Colonel Mamadou Souleymane KONE. Le commandant sortant a remis l'étendard au commandant du secteur 3 de l'Opération Maliko qui l'a ensuite remis au commandant entrant. Ce qui marque la prise officielle du commandement par le chef de bataillon Yoro MAÏGA.

Face aux hommes, le commandant du secteur 3 a investi le nouveau commandant du 52ème régiment d'infanterie motorisée en ces termes : « Au nom du président de la Transition, vous reconnaitrez désormais comme chef, le Commandant Yoro MAÏGA, commandant du 52ème régiment d'infanterie motorisée. Vous lui obéirez en tout ce qu'il vous recommandera pour l'exécution des services, le règlement militaire et l'observation des lois pour le succès de l'Armée malienne ».

Le commandant du secteur 3 de l'Opération Maliko, le Colonel Mamadou Souleymane KONE a salué le commandant sortant pour le brillant travail accompli avant de transmettre ses vœux de bonnes chances à l'endroit de l'entrant. La cérémonie a pris fin par un défilé militaire.



Suite à un incident survenu sur le réseau, la fourniture de l'électricité connaît en ce moment des perturbations dans les quartiers suivants; Boukassoubougou, Sangarebougou, Konatebougou, Marseille, Fombabougou, Titibougou et Banconi Razel. Les équipes techniques sont mobilisées pour le rétablissement de l'électricité dans les meilleurs délais. EDM présente ses excuses à ses abonnés pour les désagréments occasionnés par cette situation. Dept CRPP EDM. Bamako le 13 septembre 2022



■ Wassim Nasr



L'#El annonce un nouvel audio, probablement de son porte parole, via al-Fourqan #IS annonces a new audio, probably of its spokes



■ Serge Daniel



#Mali-France-Justice-(suite..) D'après mes infos, l'interpellation à Paris ce 12/09/ de M.BEN BARKA, no2 de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), et ancien secrétaire général de la présidence du Mali n'aurait rien à voir avec un mandat d'arrêt lancé par le Mali.

#Mali-France-Justice-D'après mes informations, interpellé lundi à Paris, M.BEN BARKA, Vice-Président de la BOAD et ancien secrétaire général de la présidence du Mali a été relâché mardi, après une garde à vue de près de 24 heures. (A suivre pour les détails)

■ Ibrahim Kalil TIEMO



Replying to @SergeDa58898703
Même scénario, lorsque en octobre 2014 M. Boubèye Maïga (Paix à son âme) avait été interpellé et placé en garde à vue dans ... avoir été entendu pendant 48 heures à Nanterre près de Paris.

■ Fahad Ag Almahmoud



Baucoup d'ennemis du Mali fondent leurs espoirs sur les terroristes. Sachez juste que nous sommes sur les traces de tous ceux qui ont capitalisés leurs expériences. Le terrorisme n'a aucun avenir. Les services de nos États doivent chercher qui finance les terroristes.

■ Délégué général pour l'armement

Très heureux de vous accueillir sur mon compte Twitter officiel, à travers lequel j'aurai le plaisir de vous partager les actualités de la @DGA et mon quotidien de Délégué général pour l'armement ! #NotreDéfense



■ Gouvernement du Mali



Paix et Réconciliation

Mardi 13 septembre 2022, le Ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, Chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale, le Colonel-major Ismaël Wagué a effectué, au nom des Plus Hautes Autorités de la Transition, une mission au camp des réfugiés de M'berra en Mauritanie.

Reçu par le Préfet de Bassiknou, le Ministre l'a informé que l'objectif de sa mission est de s'enquérir de la situation sociale, sanitaire, sanitaire et humanitaire des réfugiés et aussi singulièrement de recueillir leurs attentes vis à vis de façon générale et en particulier, de la part de la transition.

Le Ministre s'est entretenu avec les responsables du Camp des réfugiés notamment les représentants des femmes et de la jeunesse et a écouté leurs doléances et préoccupations.

À ces préoccupations et doléances, le Ministre a dit prendre bonne note et promis que le Gouvernement fera tout ce qui est possible pour y apporter les réponses appropriées. Dans un climat empreint de convivialité et d'espoir, le Ministre et les réfugiés ont souhaité le retour rapide de la paix et de la sécurité au Mali condition sine qua non pour le retour de tous les réfugiés.

Pour la Paix aucun sacrifice n'est de trop #
##CC_MRPCN #

COMMUNIQUE



Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à un **contrôle annuel de leur existence physique du 1er septembre au 30 novembre 2022.**

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de déposer les pièces suivantes dans les lieux de paiements habituels :

Pour les retraités

- Certificat de vie
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants
- Attestation de non-imposition

Pour les conjoints survivants

- Certificat de vie
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants
- Certificat de non remariage

Pour les rentiers

- Certificat de vie

La Directrice des Relations Extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

LA DIRECTION

Niger : 50 migrants dont dix enfants "en détresse" secourus en plein désert (OIM)



L'Organisation internationale des migrations (OIM) a secouru la semaine dernière cinquante migrants ouest-africains, dont des femmes et des enfants, "bloqués" dans le nord désertique du Niger, près de la frontière avec la Libye, a-t-elle indiqué mardi à l'AFP. "La plupart (des migrants) revenaient de Libye. Certains étaient en route pour la Libye mais n'avaient plus les moyens de continuer leur voyage, et ils ont sollicité notre soutien pour rentrer", a expliqué à l'AFP Aïssatou Sy, responsable de l'Information du bureau de l'OIM à Niamey. Les 50 migrants - dix enfants, trois femmes et trente-sept hommes "vulnérables et en détresse" - se sont retrouvés "bloqués" à Dirkou après un périple migratoire périlleux à travers le désert du Niger, précise l'organisation dans un communiqué.

On dénombre parmi eux 49 ressortissants du Nigeria et un Camerounais qui ont été acheminés par un vol humanitaire onusien à Agadez, la grande ville du nord du Niger où l'OIM dispose d'un important centre d'accueil pour migrants, souligne l'agence onusienne.

Dirkou, située dans la région d'Agadez, est un point de passage incontournable pour le trafic de migrants et une des dernières étapes pour entrer en Libye voisine, dans le but généralement de gagner ensuite l'Europe.

Les opérations de sauvetage de migrants sont fréquentes dans le désert hostile du Sahara, surtout vers la Libye.

De nombreux migrants ouest-africains se rassemblent généralement à Agadez où se trouvent des réseaux de passeurs.

Selon les autorités de la ville, il est fréquent que des véhicules transportant des migrants tombent en panne dans le désert, ou que les passeurs se perdent ou abandonnent leurs passagers par crainte des barrages ou des patrouilles militaires. Certains migrants meurent de déshydratation.

Fin juin, dix migrants clandestins avaient été retrouvés morts, selon l'armée nigérienne qui avait découvert leurs corps sommairement enterrés dans des fosses près de Dirkou.

Dans le but de décourager les passeurs, Niamey avait pourtant voté en 2015 une loi érigeant en crime le trafic de migrants, passible de peines pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison.

Mais malgré cette mesure, des migrants empruntent "de nouvelles routes plus dangereuses" pour entrer en Libye, selon une source sécuritaire. "Le flot de clandestins passant par ici semble avoir baissé, mais il n'a nullement tari", a récemment assuré à l'AFP un ex-passeur basé à Agadez.

AFP

Sénégal : Élection mouvementée du candidat présidentiel à la tête de l'Assemblée nationale



Le président sénégalais Macky Sall a réussi à faire élire son candidat à la présidence de l'Assemblée nationale lundi soir lors d'une séance chaotique achevée sous la garde des gendarmes.

L'installation du nouveau Parlement issue des législatives de juillet a donné lieu à une série d'incidents. Un député a ainsi arraché le micro à un autre et certains en sont venus aux mains pendant que les invectives fusaient.

Les gendarmes sont intervenus et ont formé un cercle autour de l'urne pour permettre aux députés de la mouvance présidentielle de voter pour élire le président de l'Assemblée.

A l'issue de cette rentrée parlementaire, le candidat choisi par le président Macky Sall, Dr Amadou Mame Diop, 57 ans, a été élu à la tête de l'Assemblée nationale au cours d'un vote boycotté par l'opposition.

Plusieurs noms avaient été pressentis pour prendre le perchoir, notamment la tête de liste de la coalition présidentielle pour les élections législatives, l'ancienne Première ministre Aminata Mimi Touré, et le choix de M. Diop, présenté comme loyal et fidèle au président, est une surprise.

Mme Touré a quitté l'hémicycle avant la procédure de vote mais a laissé une procuration pour voter en son nom.

L'opposition n'avait de son côté pas réussi à s'entendre sur un candidat unique et a tout fait pour empêcher le vote.

Le camp présidentiel au Sénégal était arrivé légèrement en tête à l'issue des législatives du 31 juillet, mais avait gardé la majorité absolue grâce au ralliement après l'élection d'un député de l'opposition, Pape Diop, ancien président de l'Assemblée nationale et du Sénat.

La coalition du président Macky Sall a atteint grâce à ce soutien 83 sièges de députés, contre 82 au total pour l'opposition, un chiffre néanmoins en forte baisse par rapport à ses 125 députés élus en 2017.

Le président Sall, élu en 2012 pour sept ans et réélu en 2019 pour cinq ans, maintient le flou sur ses intentions.

Il a promis qu'il nommerait un Premier ministre - poste qu'il avait supprimé en 2019 puis rétabli en décembre 2021 - issu de la formation victorieuse des élections.

AFP

Éthiopie : Frappe aérienne sur la capitale de la région du Tigré



La capitale de la région du Tigré, Mékélé, dans le nord de l'Éthiopie, a été touchée par une frappe aérienne mardi, ont annoncé sur Twitter le porte-parole des rebelles tigréens et un responsable d'un hôpital.

Cette frappe, qui n'a pas pu être vérifiée de manière indépendante, intervient deux jours après que les rebelles du Tigré se sont dits prêts à participer à des pourparlers de paix sous l'égide de l'Union africaine (UA) avec le gouvernement du premier ministre Abiy Ahmed après une guerre qui dure depuis novembre 2020.

"Les drones d'Abiy Ahmed ont visé le campus Adi Haki de l'université de Mékélé", a assuré sur Twitter Getachew Reda, porte-parole des rebelles du Tigré. Kibrom Gebreselassie, responsable d'un hôpital dans la région du Tigré, a également déclaré sur Twitter que Mékélé avait été touché "par une attaque de drone" tôt dans la matinée.

"Un patient blessé est arrivé à l'hôpital d'Ayder. Le nombre total des victimes n'est pas encore connu", a-t-il écrit.

Les journalistes n'ont pas accès au nord de l'Éthiopie et les réseaux de télécommunications y fonctionnent de manière très aléatoire, rendant impossible toute vérification indépendante.

Le gouvernement éthiopien n'a pas encore officiellement réagi.

Les combats dans le nord de l'Éthiopie se déroulent sur plusieurs fronts depuis la reprise des hostilités après cinq mois de trêve le 24 août, dont les deux camps se rejettent la responsabilité.

Les rebelles accusent les armées éthiopienne et érythréenne d'avoir lancé une offensive conjointe depuis l'Érythrée, pays qui borde le nord du Tigré et a déjà prêté main forte aux forces de l'Éthiopie lors de la première phase du conflit.

Les rebelles de Tigré se sont dits prêts dimanche à des pourparlers sous l'égide de l'UA avec le gouvernement éthiopien. La communauté internationale, dont les Nations unies et le secrétaire d'État américain, a appelé lundi à saisir "l'opportunité" de paix en Éthiopie.

Le conflit dans le nord de l'Éthiopie a éclaté en novembre 2020, quand Abiy Ahmed a envoyé l'armée fédérale au Tigré déloger les autorités dissidentes de la région, les accusant d'avoir attaqué des bases militaires. Initialement défaites, les forces rebelles du Tigré ont repris le contrôle de la majeure partie de la région courant 2021, lors d'une contre-offensive qui a débordé en Amhara et en Afar. Ils se sont ensuite repliés vers le Tigré.

Burkina : Le ministre de la Défense limogé et remplacé par le président Damiba



Le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, président de la transition au Burkina Faso, arrivé au pouvoir par un putsch fin janvier dans ce pays miné par les violences jihadistes, a limogé son ministre de la Défense Barthélémy Simporté, et le remplace à ce poste, selon des décrets publiés lundi.

Le premier décret, lu à la télévision nationale, fait état du remplacement de M. Simporté. Le second indique que M. Damiba "président du Faso assume les fonctions de ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants". A ses côtés, le colonel-major Silas Keita a été nommé ministre délégué chargé de la Défense nationale et promu général de brigade. Il est le seul nouvel entrant au sein du gouvernement de ce mini-remaniement qui intervient après une série d'attaques jihadistes meurtrières depuis le début du mois. Lundi, deux soldats ont été tués et une "dizaine de terroristes neutralisés" lors d'une "attaque complexe" contre un détachement militaire dans la province de l'Oudalan (nord). Le 5 septembre, au moins 35 civils dont des femmes et des enfants ont été tués par l'explosion d'un engin artisanal au passage d'un convoi de ravitaillement, entre Djibo et Bourzanga.

Le lendemain, au moins neuf personnes, sept civils et deux soldats, ont été tuées lors de deux attaques distinctes de jihadistes présumés, qui ont visé des civils et une patrouille militaire.

Le Burkina Faso, où des militaires qui ont pris le pouvoir en janvier ont promis de faire de la lutte anti-jihadiste leur priorité, est confronté comme plusieurs pays voisins à la violence de mouvements armés affiliés à Al-Qaïda et au groupe Etat islamique. Ces attaques y ont fait depuis 2015 des milliers de morts et quelque deux millions de déplacés. Plus de 40% du territoire est hors du contrôle de l'Etat, selon des chiffres officiels.

AFP

Le bilan du conflit au Tigré est inconnu, mais il a provoqué le déplacement de plus de deux millions de personnes et plongé des centaines de milliers d'Éthiopiens dans des conditions proches de la famine, selon l'ONU.

La reprise des combats a totalement interrompu l'acheminement routier et aérien de l'aide humanitaire dans la région du Tigré et ses voisines de l'Amhara et de l'Afar, selon les Nations unies.

AFP

Mali – détention de 46 soldats ivoiriens : Ce que prépare Abidjan



La CÉDÉAO va statuer sur le dossier des 46 militaires ivoiriens inculpés au Mali, lors d'un sommet délocalisé à New York. Pour la présidence ivoirienne, c'est "un chantage honteux voire odieux de la junte" que de poser comme condition à la libération de ses 46 militaires "injustement retenus" à Bamako,

"C'est une prise d'otage qui ne restera pas sans conséquence. Notre position est claire: ce marché est inacceptable", a confié dimanche une source proche de la présidence ivoirienne à l'AFP.

La Côte d'Ivoire considère que ses 46 soldats détenus au Mali depuis deux mois sont des "otages". Une déclaration qui suit celle de la junte au pouvoir à Bamako, conditionnant la libération des soldats à l'extradition de personnalités politiques maliennes vivant à Abidjan, notamment Karim Keïta, fils de l'ancien président IBK, accusé par Bamako de détournement de fonds publics.

Ce lundi, nous apprenons la tenue, cette semaine à Abidjan, d'un Conseil national de sécurité, présidé par le Chef de l'Etat Alassane Ouattara, sur la situation sécuritaire générale, et en particulier sur la situation des 46 militaires.

La question sera également évoquée en fin de semaine lors du sommet extraordinaire de la Communauté des Etats d'Afrique de l'ouest (Cédéao) délocalisé à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, selon cette même source.

"Si d'ici là rien ne se règle par la voie diplomatique, la Cédéao sera bien obligée de prendre des sanctions", a-t-elle prédit.

Le colonel Assimi Goïta avait récemment accepté de ne plus exiger l'extradition des politiques maliens présents en Côte d'Ivoire, en échange de la libération des soldats ivoiriens détenus au Mali.

Kenya : Plusieurs blessés dans une bousculade au stade où le nouveau président prête serment



Plusieurs personnes ont été blessées mardi après qu'une foule a essayé de forcer l'entrée du stade de Nairobi où le nouveau président kényan William Ruto doit prêter serment, ont annoncé des médias locaux. Des centaines de personnes ont tenté d'escalader les grilles qui entourent le stade de Kasarani, un complexe de 60.000 places, rempli dès l'aube. Sur les images des télévisions locales, des centaines de personnes s'agglutinent devant une entrée, et plusieurs dizaines tombent les unes sur les autres. Des secouristes ont emporté des personnes blessées, alors que les forces de l'ordre ont semblé initialement dépassé. "Dès 5H00 du matin, le stade était rempli" a annoncé sur Twitter Bruno Shioso, porte-parole de la police kényane, qui a encouragé la population à suivre la cérémonie d'investiture du nouveau président "dans le confort de leurs foyers".

Selon la Constitution, le président doit prêter serment mardi avant 14H00 (11H00 GMT). Cette cérémonie intervient cinq semaines après l'élection du 9 août qui a vu le vice-président William Ruto l'emporter de seulement 233.000 voix sur Raila Odinga, figure historique de l'opposition kényane.

AFP

Cette volte-face était-elle préméditée ? Quel est l'objectif recherché ? Audacieux coup de poker pour obtenir cette extradition, ou volonté d'allumer la mèche avec Abidjan ? Plusieurs interlocuteurs avertis rappellent la « stratégie habituelle » des autorités de transition : exalter l'orgueil national et focaliser l'attention sur un dossier pour s'occuper plus tranquillement des autres.

Source : afrique-sur7.ci

www.malikile.com



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Changement climatique du Mali et déforestation : Une synergie d'action en gestation

Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Modibo Koné, a procédé, le mardi 13 septembre 2022, au lancement des travaux des ateliers d'échanges avec le Comité National Changements Climatiques du Mali sur la déforestation et la dégradation des terres dans un contexte de changements climatiques, dans la salle de conférence de l'AEDD. L'objectif de ces rencontres est de renforcer la collaboration entre le programme "Benkadi" du SECO-ONG et les différents acteurs en vue de relever les défis prioritaires liés à la déforestation et à la dégradation des terres dans le contexte des changements climatiques.

Le programme Benkadi, faut-il le rappeler, est une initiative de la société civile Ouest africaine pour améliorer l'efficacité des politiques publiques en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Il s'agit d'un consortium entre 4 plateformes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et une ONG néerlandaise qui part du principe que, renforcer la société civile contribue à une société ouverte et renforce la démocratie et la primauté du droit dans la plupart des pays où l'espace civique est sous pression et où la liberté d'association, de réunion et d'expression est sévèrement restreinte, par exemple par des restrictions bureaucratiques ou le recours à la violence.

La cérémonie, consacrée à l'ouverture des travaux des ateliers d'échanges sur les enjeux de la déforestation et la dégradation des terres intervient dans un contexte de changements climatiques. Elle verra le démarrage d'une série de rencontres d'échanges qui dureront quatre jours, dont deux avec les acteurs Etatiques et les Collectivités territoriales et deux autres avec le secteur privé, les organisations de la société civile et les organisations paysannes. Ces rencontres initiées par le SECO-ONG à travers son programme "Benkadi" s'intègrent parfaitement dans le cadre des missions assignées au Comité National Changements Climatiques du Mali.

A l'entame de son intervention, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Dé-



veloppement durable, Modibo Keita, a profité de l'occasion pour remercier sincèrement le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume des Pays Bas pour son engagement constant à accompagner le Mali dans la recherche de solutions aux divers défis liés à la protection et à la gestion de l'Environnement. « **Nous apprécions à juste titre le financement du Programme Régional "Benkadi" par le Gouvernement Néerlandais, un programme de la société civile de quatre pays de l'Afrique de l'Ouest (Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Mali) dont l'objectif est d'améliorer l'efficacité des politiques publiques sur les Changements Climatiques. Le programme a une durée de cinq (5) ans (2021-2025) et interviendra au Mali dans 24 communes des régions de Koulikoro, Bougouni et Dioïla sur les thématiques prioritaires à savoir : la déforestation et la dégradation des terres. Le SECO-ONG, étant porteur de cette initiative au Mali, mérite notre accompagnement dans le combat commun de lutte contre les changements climatiques. Le rôle de la société civile, comme acteur à part entière dans le processus de développement économique, social et culturel de notre pays et la**

consolidation de la gouvernance démocratique, n'est plus à démontrer », a explicité le ministre Modibo Koné.

En outre, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Modibo Koné, a sollicité l'accompagnement de tous les acteurs pour la réussite du programme. « **Quoi de mieux que ces rencontres se tiennent avec vous, acteurs incontournables sur les questions climatiques au Mali ? Je ne doute pas que votre participation aux différentes rencontres puisse rehausser la qualité des débats pour aboutir à des recommandations pertinentes visant à accroître la résilience de notre pays face aux changements climatiques. Pour ce qui nous concerne, le Département en charge de l'environnement, aucun effort ne sera épargné pour soutenir des initiatives aussi pertinentes que le programme Benkadi** », a-t-il rassuré, avant de déclarer ouverts les travaux des ateliers d'échanges avec le Comité National Changements Climatiques du Mali sur la déforestation et la dégradation des terres dans un contexte de changements climatiques.

■ Ibrahim Sanogo

Célébration de la 37ème journée du CILSS : Élevage et insécurité au cœur des échanges !



La cérémonie de la 37ème journée Internationale du CILSS, le Comité Permanent Inter – États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel. A été présidée, le lundi 12 septembre 2022, par le ministre délégué auprès du ministre du Développement rural chargé de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba. Le thème de cette journée était consacré à " l'élevage face à l'insécurité civile au Sahel et en Afrique de l'Ouest". La cérémonie a enregistré la présence du directeur général de l'institut du Sahel, Dr Mohamed Abdellahi Ebbe, du secrétaire permanent du Comité National (CONACILSS), Yacouba Koné, des représentants des Instituts nationaux et

internationaux de recherche, des représentants des services techniques, des organisations non gouvernementales, de la société et du secteur privé.

Pour rappel, Le Comité Permanent Inter – États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), lors de sa création en septembre 1973, a eu comme mandat de s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et dans la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification, pour un nouvel équilibre écologique au Sahel. Cinquante ans d'existence lui ont permis de montrer son expertise dans le domaine de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la Lutte contre la

désertification et la sécheresse, de la Gestion des ressources naturelles, de la maîtrise de l'eau, dans les questions démographiques, de la promotion des échanges intra régionaux et internationaux. En effet, à travers ses différents instruments et outils de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la gestion des ressources naturelles dans son champ d'intervention, le CILSS a permis aux Etats membres et à la CEDEAO de prévenir et de mieux gérer les crises alimentaires et nutritionnelles et les catastrophes naturelles. Le secrétaire permanent du CONACILSS, Yacouba Koné, a souligné qu'au-delà de la pertinence du thème, cette 37ème journée du

CILSS correspond au cinquantenaire de l'organisation sous régionale. Il a aussi souhaité que cette 37ème journée soit couronnée de succès au bénéfice des populations sahéliennes vivant dans la pauvreté.

Les participants à cette cérémonie ont eu droit à la projection du message du Président en exercice du CILSS, Mahamat Idriss Deby Itno, qui dans son intervention a évoqué les difficultés qui minent le CILSS au nombre desquelles une insécurité permanente sur les producteurs agricoles et les éleveurs, sur les pâturages et le bétail, le vol des animaux etc. Le président en exercice du CILSS, non moins président de la transition du Tchad, a promis de s'investir afin de trouver des solutions idoines et pérennes.

Le Directeur général de l'institut du Sahel (INSAH) Dr Mohamed Abdellahi Ebbe, a laissé entendre que le CILSS poursuivra la recherche de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour améliorer la résilience des populations sahéliennes. Cette journée est une interpellation de tous les acteurs clés, en particulier les décideurs politiques, les partenaires au développement, les acteurs Etatiques et non Etatiques des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour un engagement plus soutenu en vue de relever les défis auxquels l'élevage et le pastoralisme sont confrontés au Sahel et en Afrique de l'Ouest, dans un contexte de crise sécuritaire sans précédent.

Aux dires du ministre délégué auprès du mi-

nistre du Développement rural chargé de l'Elevage et de la Pêche, Youba Ba, le thème de cette journée cadre parfaitement avec la situation actuelle du Sahel et particulièrement celle du Mali, marquée par une insécurité permanente sur les producteurs agricoles et les éleveurs, sur les pâturages et le bétail dans le centre et le nord de notre pays. Cela se traduit par les vols et l'abattage des animaux, l'inaccessibilité aux pâturages et aux points d'eau, le déplacement massif et même l'assassinat des éleveurs. **« Cette journée est une grande opportunité pour le plaidoyer et l'interpellation de tous les acteurs clés, en particulier les décideurs politiques, les partenaires au développement, les acteurs Etatiques et non Etatiques des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, pour un engagement plus soutenu en vue de relever les défis actuels auxquels l'élevage et le pastoralisme sont confrontés au Sahel et en Afrique de l'Ouest, dans un contexte de crise sécuritaire sans précédent. Cette journée est également une occasion de plus pour mieux connaître le CILSS et ses activités prioritaires dans les Etats membres »**, a-t-il souligné.

Selon le ministre délégué auprès du ministre du Développement rural chargé de l'Elevage et de la Pêche, Youba Ba, au regard du contexte actuel de dérèglement climatique général et d'aggravation de la menace sécuritaire dans

les zones de production agricoles et pastorales du nord et du centre du Mali, la dimension sécuritaire et l'implication des populations sont des facteurs clés à prendre en compte dans l'élaboration de toute stratégie d'intervention. Le sous-secteur de l'élevage, principal moyen de subsistance pour environ 30% de la population malienne, subit des mutations profondes occasionnant un mouvement long et massif des populations et du bétail vers des régions moins hospitalières. Cette situation ne saurait perdurer sans davantage accentuer la fracture entre les populations sédentaires et les éleveurs et compromettre la durabilité du système d'élevage. **« Le sous-secteur élevage reste cependant un pilier important de notre économie. Il contribue pour 12 % au produit intérieur brut (PIB) et représente entre 25 et 30% de la production du secteur rural. La promotion de l'élevage participe activement à la lutte contre la pauvreté, en vue de l'atteinte des objectifs de Développement Durable. Il reste au centre des réflexions stratégiques orientées vers l'innovation, la transformation de l'Agriculture en vue d'un développement durable, résilient et inclusif »**, a renchéri, le ministre délégué auprès du ministre du Développement Rural chargé de l'Elevage et de la Pêche, Youba Ba.

■ Ibrahim Sanogo

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74% Malikilé
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Renforcement de la justice : 50 officiers de Police judiciaire en formation

La cérémonie d'ouverture de la formation des officiers des polices judiciaires, a été présidée, le lundi 12 septembre 2022, par le représentant d'UNITAR, Baya Berthé, dans la salle de conférence de l'institut national de formation judiciaire (INFJ). Cette formation vise à renforcer notre système judiciaire pour consolider l'Etat de droit.

Durant cinq jours, les cinquante officiers de police judiciaire - à cette session de formation - aborderont plusieurs thématiques qui permettront d'améliorer la pratique judiciaire dans notre pays. A la fin de cet atelier de renforcement de capacité, tous les participants seront soumis à une évaluation. Il faut également noter que les participants ont droit à une attestation qui sera délivrée par UNITAR. L'attestation est conçue au siège de l'UNITAR, à Genève.

Dr Toubaye Koné, Directeur général de l'Institut National de Formation Judiciaire, fera savoir que les officiers de police judiciaire jouent un rôle important dans la justice malienne. « **Quand on dit la justice les gens ont tendance à voir les magistrats mais la justice n'est pas seulement la magistrature. Certes, la magistrature est un maillon essentiel mais ce n'est pas l'unique maillon. Les officiers des policiers judiciaires sont au début de la justice. C'est**

vous qui constituez le bras armé. Et lorsqu'une décision de justice est rendue, c'est vous qu'on interpelle dans nos grosses. On ne peut pas négliger ce maillon essentiel de la justice. L'institut national de formation judiciaire créée en 1982, a 40 ans aujourd'hui. Nous sommes fiers que 99% des magistrats en activité et des greffiers en activité soient passés par cette prestigieuse école. Parce que nous avons fait œuvre de souveraineté en nous occupant nous-mêmes de la formation de nos différents corps de métiers. C'est tout à fait normal que nous puissions nous tourner vers vous, puisqu'on ne vous a pas oubliée. Nous n'avons pas la compétence de vos écoles de gendarmerie et Police mais nous venons en complément de vos écoles de gendarmeries et de Police. Je vous invite à en profiter au maximum », a-t-il dit, avant de remercier les formateurs.

Dans son intervention, le représentant d'UNITAR, Baya Berthé, a affirmé que cette formation vise à renforcer les capacités du système judiciaire et la promotion de l'Etat de droit au Mali. La justice est toute une chaîne. Et lorsqu'un maillon s'affaïsse la chaîne ne tient plus. « **Lorsque vous êtes bien formés la justice s'en sort mieux. La chaîne pénale commence par l'officier de police judiciaire et lorsque l'officier de police judiciaire ne fait pas bien son travail. Le juge ne peut pas colmater, il ne faut pas se leurrer. Renforcer votre capacité, c'est renforcer la justice malienne. C'est le challenge que l'UNITAR tient à relever avec l'Institut national de formation judiciaire. En signant cette convention avec l'Institut national de formation judiciaire, l'UNITAR savait bien évidemment qu'il venait en appui à la transition malienne pour renforcer les capacités de la justice. Nous formulons le vœu que vous, en tant que participants, vous allez donner le meilleur de vous-mêmes. Alors, je voudrais vous exhorter à profiter de ces cinq jours avec ponctualité et assiduité pour davantage échanger, discuter avec vos confrères et avec les formateurs en vue de renforcer vos capacités pour le bonheur de la justice malienne** », a souhaité, Baya Berthé, représentant de l'UNITAR.

■ Ibrahim Sanogo



Engins explosifs : Plus de 200 victimes civiles depuis janvier 2022

Le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) au Mali dans son dernier rapport sur l'insécurité dans notre pays indique que la population civile est très vulnérable aux engins explosifs (EE) et continue d'en être sérieusement affectée en 2022. Selon le Service de l'action contre les mines des Nations Unies (UNMAS), 239 victimes civiles dont 72 tuées et 167 blessées ont été enregistrées au 31 août 2022 contre 400 victimes (103 tuées et 297 blessées) en 2021.

L'insécurité continue de faire des ravages dans notre pays avec engins explosifs installés sur une très grande partie du territoire national. Selon le bulletin d'information de OCHA, le nombre d'incidents liés à l'utilisation des mines, enregistrés depuis le début de cette année est estimé à 134 contre 245 en 2021 soit plus de la moitié de l'ensemble des victimes de 2021.

Cette situation dénote de l'ampleur de l'insécurité dans notre pays qui depuis des années se bat contre les groupes terroristes menant des attaques la population civile, les forces

armées maliennes ainsi que les éléments de la MINUSMA.

Outre ces attaques, la menace explosive demeure prioritairement dans le centre du pays. Selon la note de OCHA, de janvier à août 2022, la région de Mopti reste la plus affectée par les engins explosifs improvisés (EEI)/mines (37%), suivie de Ségou (25%), Tombouctou (13%), Gao (10%), Kidal (8%), Koulikoro (4%), Sikasso (2%) et Kayes (1%).

« En 2022, l'expansion de la contamination vers le sud du pays continue d'être observée dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Kayes », a ajouté le bureau de OCHA du Mali. Depuis juillet 2013 jusqu'à la fin juillet 2022, UNMAS a enregistré 1 434 engins explosifs improvisés/mines utilisés par des groupes armés non étatiques, ayant causé 858 morts et 2 307 blessés. En 2022, les civils représentaient 31% de toutes les victimes d'EEI/mine à travers le Mali contre 25% en 2021 ; et Mopti reste la région avec le plus d'EEI/mine enregistrés (36%) et la plus grande part de victimes (65%) du total.

Suivant la cartographie de la présence des en-

gins explosifs improvisés (EEI)/mines presque toutes les régions sont concernées exceptées les zones comme Bamako, Ménaka. Parmi les groupes de personnes qui courent un risque élevé d'être exposées à ces engins figurent les personnes effectuant des mouvements transfrontaliers, les enfants, les femmes et les jeunes filles à la recherche d'eau et de bois de chauffe.

« Les hommes sont généralement les plus exposés à la menace explosive, notamment en raison de leurs activités économiques pratiquées sur les axes routiers prioritaires ainsi que certaines routes secondaires contaminées par les EE », indique OCHA.

Les enfants ont tendance à être également plus vulnérables face à la menace à cause de leur méconnaissance de ces engins, de leur curiosité et de certaines activités à risque comme la collecte de métaux, ajoute la Mission onusienne.

« Outre le risque de décès, de blessures et de leurs séquelles, y compris les dommages psychologiques et les handicaps, la présence d'engins explosifs entrave l'accès aux moyens de subsistance pour les nombreuses personnes vulnérables et l'accès à ces dernières par les acteurs de l'aide », précise le bulletin de OCHA.

PAR SIKOU BAH
Source : InfoMatin



Affaire des 46 militaires ivoiriens : Fin de cavale pour Karim Keïta et autres ?

L'une des conditions de libération des 46 militaires ivoiriens semble être l'extradition des personnalités maliennes qui ont fui la justice de leur pays pour se recaser en Côte d'Ivoire. Cette nouvelle exigence du colonel Assimi Goïta va-t-elle mettre fin à leur course, surtout que la Côte d'Ivoire est déterminée à obtenir rapidement la libération de ses soldats ?



Du nouveau dans le dossier des 46 militaires ivoiriens au Mali. Les autorités maliennes, même si elles souhaitent libérer ces militaires, veulent que leur condition soit respectée.

Au-delà des conditions sur lesquelles des communications ont été faites précédemment, le Mali vient de poser de nouvelles exigences pour la libération des soldats ivoiriens détenus au Mali depuis juillet dernier.

En effet, lors de sa rencontre avec la délégation ivoirienne, le président de la transition a évoqué le cas des personnalités maliennes ayant fui la justice malienne, et qui se sont réfugiés en Côte d'Ivoire.

Le colonel Assimi Goïta a déploré le fait que la Côte d'Ivoire, qui demande la libération de ses « soldats », continue de servir d'asile politique pour certaines personnalités maliennes faisant l'objet de mandats d'arrêt internationaux émis par la justice malienne. Il a ajouté que ces mêmes personnalités bénéficient de

la protection de la Côte d'Ivoire pour déstabiliser le Mali.

Face à cette situation, la Côte d'Ivoire doit aussi faire le sacrifice. En quoi faisant ? Certainement en arrêtant de servir l'asile politique pour les fuyards maliens et d'arrêter de les protéger.

C'est d'ailleurs pourquoi le président de la transition a insisté : « La nécessité d'une solution durable à l'opposée d'une solution à sens unique qui consisterait à accéder à la demande ivoirienne sans contrepartie pour le Mali ».

ADO sous la pression des Ivoiriens ?

Beaucoup de personnalités maliennes, certains sous mandat d'arrêt international, ont trouvé refuge en Côte d'Ivoire. Karim Keïta, le fils du défunt président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, est un exemple. Le président autoproclamé de la transition, Aïné Camara, est, lui aussi, en Côte d'Ivoire. L'ancien Premier ministre Boubou Cissé, lui aussi, a fait

un bon temps à Abidjan. Des activistes très critiques étaient, eux aussi, à Abidjan. Bouba Fané est un exemple.

Avec la nouvelle exigence des autorités maliennes, la Côte d'Ivoire, déterminée qu'elle est à obtenir la libération de ses militaires, va-t-elle livrer ses personnalités maliennes ? Question. En tout cas, il ne faut rien écarter dans cette affaire. Le président ivoirien aussi subi des pressions de sa population. Va-t-il laisser ruiner les négociations en protégeant ces personnalités maliennes ou va-t-il préférer les livrer au Mali pour obtenir ses 46 soldats ? Le futur nous le dira.

Ce qui est sûr, c'est que ces personnalités maliennes réfugiés en Côte d'Ivoire ne sont pas en lieu sûr pour le moment.

B. Guindo
Source : LE PAYS



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



RENTREE

ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Masters Droit, Licence Journalisme et Communication

Organisation de référendum et des élections générales : Un Comité de Pilotage mise en place

Le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a procédé à la création d'un cadre technique de travail et de concertation dénommé « Comité de Pilotage du référendum et des élections générales ». Ce Comité de Pilotage sera chargé d'assister le Ministre dans ses tâches de préparation technique et d'organisation matérielle des opérations électorales relatives à l'élection du Président de la République, des Députés à l'Assemblée Nationale, des Conseillers des collectivités territoriales et au référendum.



Faut-il y voir une bonne option ? S'il semble prématuré de parler d'un bon départ, les mois d'août et de septembre auront été décisifs dans l'anticipation de l'organisation des élections au Mali. Après la création de l'Autorité Indépendante de gestion des élections au Mali (AIGE) et le tirage au sort des membres devant siéger au sein de cet organe, les autorités de la transition démontrent, une fois de plus, à travers la mise en place d'un « comité de pilotage » que la question du retour de l'ordre constitutionnel leur tient à cœur.

En effet, par décision du Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, il a été créé un cadre technique de travail et de concertation dénommé « Comité de Pilotage du référendum et des élections générales », encore désigné « Comité de Pilotage ».

Dans son article 2 de ladite décision, « le Comité de Pilotage est chargé d'assister le Ministre dans ses tâches de préparation technique et d'organisation matérielle des opérations électorales relatives à l'élection du Président de la République, des Députés à l'Assemblée Nationale, des Conseillers des collectivités territoriales et au référendum ».

A ce titre, il participe aux activités suivantes : l'élaboration des procédures et actes visant à assurer la bonne organisation des élections et la régularité des opérations électorales ; la mobilisation des moyens humains, financiers et matériels nécessaires à la conduite du processus électoral ; la supervision et le contrôle des activités des autorités administratives ; la conception et le suivi de la mise en œuvre des actions de formation destinées aux autorités administratives et aux agents électoraux ; la sensibilisation et la mobilisation des citoyens à l'occasion des différents scrutins ; l'acheminement du matériel et des documents électoraux ; la conception, la programmation et le suivi des actions de formation ; l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication ; toute autre activité nécessitée par les circonstances.

Les membres

Ainsi, ce Comité de Pilotage sera dirigé par un Président, en la personne du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, Colonel Abdoulaye Maïga. La Vice-présidence revient

au Secrétaire Général du Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Les autres membres sont : le Chef de Cabinet, les Conseillers techniques, le Haut Fonctionnaire de Défense, le Directeur Général de l'Administration du Territoire ; le Directeur Général des Collectivités Territoriales, le Directeur des Finances et du Matériel, l'Inspecteur en Chef de l'Intérieur, le Chef de la Cellule d'Appui à la Décentralisation, le Directeur du Centre de Traitement des Données de l'état civil, l'Ingénieur informaticien.

Feront partis de ce comité de pilotage, un représentant de l'Autorité indépendante de Gestion des Elections « AIGE », un représentant du Ministère de la Défense et des Anciens combattants, un représentant du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, un représentant du Ministère de la Refondation, un représentant du Ministère de la Sécurité et de la Protection civile, un représentant du Ministère de la Réconciliation, un représentant du Ministère des Affaires étrangères, un représentant du Ministère de l'Economie et des Finances, un le représentant du Ministère de la Communication, un représentant du Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé

des Réformes politiques et institutionnelles. Selon la décision, la supervision des activités des autorités régionales et locales sera faite par des superviseurs choisis au sein des services du Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, à raison de deux (02) superviseurs par Région et dans le District de Bamako et deux (02) superviseurs par Commune du District de Bamako. Les activités de ceux-ci sont subordonnées aux orientations du Comité de Pilotage.

Toutefois, le Directeur de la Division Electorale de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) ou son représentant ; les Partenaires techniques et financiers du processus électoral ; le Représentant de la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHEL) ; l'Envoyé Spécial de la CEDEAO auprès de la République du Mali peuvent assister aux séances du Comité de Pilotage en leurs qualités d'observateurs.

Par ailleurs, les observateurs peuvent émettre des avis, observations ou remarques éventuels concernant leur domaine de compétence avant toute prise de décision par le Comité de Pilotage.

Composition

Le Comité de Pilotage comprend les commissions de travail suivantes : Commission Administration et Formation, Commission des Finances, Commission Logistique, Commission Communication, Commission Sécurité. Ces commissions seront supervisées par des personnalités qui travaillent en étroite collaboration avec le Directeur Général de l'Administration du Territoire.

Organisation des taches

Sous la supervision du Conseiller technique chargé de l'Administration Générale, la Commission Administration et Formation est chargée de préparer les actes juridiques et administratifs à prendre par le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, concevoir les actes types pour les autorités administratives et les agents électoraux ; superviser et contrôler les actes des autorités administratives dans la préparation et l'exécution des élections ; concevoir, mettre en œuvre et assurer le suivi des ac-



tions de formation ; concevoir et mettre en œuvre un plan de formation, concevoir les modules de formation, élaborer le rapport administratif des opérations électorales.

Sous la supervision du Directeur des Finances et du Matériel, la Commission des Finances est chargée de préparer et mettre en œuvre le plan de financement des élections, mobiliser les ressources financières allouées aux opérations électorales, suivre l'exécution du budget des opérations électorales, suivre l'acquisition du matériel, des imprimés et des documents électoraux, élaborer le rapport financier des opérations électorales.

La Commission Logistique sous le Directeur Général de l'Administration du Territoire, est chargée d'identifier les besoins logistiques, élaborer un plan de déploiement des matériels, des imprimés et des documents électoraux au niveau régional et local, assurer la mise en place du matériel, suivre l'utilisation du matériel mis à disposition pour l'organisation des élections, suivre la récupération du matériel électoral, élaborer le rapport de la commission à la fin des opérations électorales.

Sous la supervision du Chef de Cabinet, la Commission Communication est chargée de concevoir et mettre en œuvre le plan de communication, suivi des rapports avec le Comité National de l'Egal Accès aux Médias d'Etat et les organismes de presse ; concevoir les outils et les modules de communication, suivre l'intervention des Associations signataires d'accord - cadre avec l'Etat et les autres acteurs y assimilés, impliqués dans l'éducation électorale, élaborer le rapport de la commission à la fin des opérations électorales.

Sous la supervision du Haut Fonctionnaire de Défense, la Commission Sécurité est chargée de participer à la conception d'un plan de sé-

curité des élections pour les opérations préparatoires des différents scrutins, leur exécution, la sécurité du matériel et des documents électoraux, à la proposition des stratégies de coordination des interventions des autorités administratives, des forces de sécurité et des forces étrangères pour une meilleure couverture sécuritaire des opérations électorales.

Le Comité de Pilotage se réunit une fois par semaine sur convocation de son Président. Il peut tenir des réunions extraordinaires en cas de besoin. Le Secrétariat du Comité de Pilotage est assuré par le Directeur Général de l'Administration du Territoire. A ce titre, il peut se faire assister par un personnel minimum nécessaire au bon fonctionnement du secrétariat.

Les listes nominatives des membres du Comité de Pilotage, des Points focaux, des Superviseurs des Communes du District de Bamako, du Secrétariat sont fixées par décision du Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement.

Les Points Focaux des Régions et du District de Bamako ainsi que les Superviseurs des Communes du District de Bamako sont nommés par décision du Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Les frais liés aux travaux supplémentaires exceptionnels, inhérents aux activités du Comité de Pilotage, des Points focaux, des Superviseurs des Communes du District de Bamako et du Secrétariat du Comité de Pilotage sont imputables au budget des élections. Les frais de fonctionnement du Comité de Pilotage et des Commissions de travail sont également imputables au budget des élections.

Binadjan Doumbia

MODELE-MALI : Session d'aguerrissement des observateurs électoraux

La Mission d'Observation des Élections du Mali (MODELE-Mali), a procédé ce lundi 12 septembre 2022, au lancement de la 1ère vague de formation de ses 75 observateurs à long terme à l'Hôtel de l'Amitié de Bamako. Cette formation de mise en niveau rentre dans le cadre du basculement de la mission de veille en mission d'observation. La cérémonie d'ouverture des travaux était présidée par le représentant de l'UE, Philippe LAFOSSE ; en présence du Chef de mission de la MODELE-Mali, le Dr Ibrahima SANGHO ; de la représentante de l'ECES, Mme Madjiga THIAM ; du représentant de la communauté des blogueurs du Mali, Abdoulaye GUINDO. Dans le cadre de ses missions de veille et d'observation du processus électoral, la MODELE-Mali a initié une session de formation des formateurs. Cette formation prévoit la formation de 75 observateurs à long terme (OLT) dont 10 superviseurs nationaux, 10 coordinateurs régionaux, 49 coordinateurs des cercles et 6 coordinateurs des communes du district de Bamako. Cette session qui va durer 3 jours

sera l'occasion pour les participants de procéder à l'évaluation du cadre juridique des élections ; les risques liés à l'application de loi électorale du 24 mai 2022 ; les défis liés au chronogramme électoral de 2022-2024, etc. L'objectif de ladite formation est de mettre à niveau les observations de MODELE-Mali afin qu'ils soient mieux outillés pour la bonne exécution de leur mission. A la fin de ce projet, et dans la perspective des élections générales au Mali, la MODELE-Mali a décidé de s'engager dans l'observation électorale pour la période du 1er septembre au 30 novembre 2022. S'exprimant à cette occasion, le Dr Ibrahima SANGHO, a fait le point des activités réalisées par la MODELE-Mali au cours des derniers mois. Parmi lesquelles, on note six vidéos sur l'évolution de la transition, des conférences de presse, des formations à l'intention des observateurs, la note technique sur la loi électorale, etc. Dans le cadre de l'observation de ce processus électoral, la MODELE-Mali, selon son chef de mission, va déployer 3 000 observateurs sur l'ensemble du territoire

national. Avant de terminer, il a tenu à remercier tous les partenaires qui accompagnent la MODELE-MALI dans cette mission, notamment l'UE. Dans ses mots d'ouverture, le représentant de l'UE, Philippe LAFOSSE, a souligné que le contexte électoral avait changé au Mali avec la publication du chronogramme et l'adoption d'une nouvelle loi électorale. Selon lui, l'observation nationale des élections est une mission fondamentale dans la recherche d'une élection apaisée, libre et transparente. «Il ne suit pas que le processus électoral soit équitable, et que les élections soient conformes aux standards de la sous-région ou les standards internationaux ; mais il faut que ça puisse être constaté par les observateurs locaux et la population», a-t-il soutenu. En tout cas, l'UE, de l'avis de son représentant, a constaté que le meilleur moyen d'observer les élections au Mali, c'est de les faire observer par les Maliens eux-mêmes. Cette opinion est aussi fondée sur le fait que les observateurs étrangers ne peuvent pas se rendre dans toutes les localités du Mali en raison de l'insécurité. Enfin, il a encouragé les autorités nationales à poursuivre le processus électoral comme prévu par le nouveau chronogramme avant de réitérer l'engagement de sa structure à accompagner le Mali.

Par Abdoulaye OUATTARA
Source : InfoMatin





Affaire des « mercenaires ivoiriens » : Les positions se radicalisent

Le bout du tunnel perçu dans le dénouement de l'affaire « des mercenaires ivoiriens » arrêtés depuis le 10 juillet, à travers la libération des trois femmes du groupe s'est vint de s'éclipser ces derniers jours. Entre Bamako et Abidjan, les positions se sont durcies. Alors les autorités maliennes demandent des contres parties, celles de la Côte d'Ivoire évoquent une prise d'otage en saisissant le conseil de sécurité des Nations unies, selon plusieurs sources.

Un rebondissement de situation dans l'affaire des « mercenaires » ivoiriens qui risque de prolonger le dénouement tant attendu dans cette crise entre les deux voisins liés par la culture, l'histoire, la géographie. Le Mali qui

prend en flagrant délit de violation de son territoire des soldats ivoiriens considérés comme des « mercenaires » et inculpés par la justice le 15 août pour « tentative d'atteinte à la sûreté de l'État » ne souhaite plus une négociation à un « sens unique » après la libération des trois femmes soldats à titre dit-il « humanitaire ». Pourtant ces libérations saluées par plusieurs pays de la CEDEAO et de la communauté internationale étaient considérées comme un progrès important en vue de décriper la tension née de cette affaire jugée regrettable par les autorités ivoiriennes qui avaient, à demi-mot, reconnu leur mea culpa. En effet, dans une déclaration télévisée accueillant les nouvelles de la libération de

trois dames, le directeur de Cabinet du Président de la République de Côte d'Ivoire reconnaît que son pays a connu des manquements et s'engage au respect des procédures des Nations unies. «La Côte d'Ivoire déplore que des manquements et des incompréhensions aient été à l'origine de cet évènement fortement regrettable. La Côte d'Ivoire soucieuse de maintenir des relations de bon voisinage avec le Mali s'engage à respecter les procédures des Nations Unies, ainsi que les nouvelles règles et dispositions maliennes édictées relatives au déploiement des forces militaires au Mali. Afin d'aplanir les divergences existantes et de contribuer ainsi à la préservation de la paix et la stabilité dans la sous-région, la RCI s'engage à poursuivre de manière transparente et constructive avec le Mali, les échanges et les discussions sur tous les sujets d'intérêt commun», a-t-il déclaré. Ainsi, la Côte d'Ivoire, dans une posture de déni de réalité, jette l'éponge et donne raison aux autorités maliennes qui avaient aussi l'avantage que ses informations étaient été corroborées par les



Nations unies. Dans une note, l'ONU se dit dans l'impossibilité de «déterminer dans quel cadre ces soldats ont été dépêchés à Bamako ni leur lien contractuel avec la société censée les embaucher, Sahel Aviation Service». Par-dessus tout, les Nations unies disent n'avoir jamais autorisé l'importation d'armes dans le second avion. Mais brusquement, le thermomètre monte entre les autorités des deux pays parce que le Mali qui tient son voisin en faute veut plus alors que le président togolais est chargé de conduire la médiation. Vendredi dernier, lors d'un entretien avec une mission de la délégation nigériane, le président de la Transition et ses hôtes ont évoqué ce dossier sensible. Dans le compte rendu de cette audience publié sur la page de la présidence la République du Mali, le président GOÏTA fait comprendre à la délégation nigériane qu'au même moment où la Côte d'Ivoire demande la libération de ses « soldats », continue de servir d'asile politique pour certaines personnalités maliennes faisant l'objet de mandats d'arrêt internationaux émis par la justice. Malheureusement, selon le Président de la Transition, ces mêmes personnalités bénéficient de la protection de la Côte d'Ivoire pour déstabiliser le Mali. D'où la nécessité d'une solution durable à l'opposé d'une solution à sens unique qui consisterait à accéder à la demande ivoirienne sans contrepartie pour le Mali. En demandant une contrepartie avant la libération

des « 46 mercenaires », la Côte d'Ivoire accuse le Mali de prise d'otage de ses soldats pour autant arrêtés pour s'être introduit illégalement sur un territoire. «C'est une prise d'otage qui ne restera pas sans conséquence. Notre position est claire : ce marché est inacceptable», a affirmé dimanche une source proche de la présidence ivoirienne citée par AFP. «Nous privilégions toujours la solution diplomatique. Il faut éviter la politique du pire», a toutefois ajouté cette source qui espère que la junte malienne «reviendra sur sa position». Un sommet extraordinaire de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) doit se tenir la semaine prochaine à New York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, selon cette même source, et devrait évoquer le sujet. «Si d'ici là rien ne se règle par la voie diplomatique, la Cédéao sera bien obligée de prendre des sanctions», a-t-elle prédit. L'instrumentalisation de la CEDEAO en vue. Déjà, à travers cette déclaration, une cabale se dessine contre notre pays pour avoir exigé des contreparties à la libération des « mercenaires » arrêtés sur son territoire. La Côte d'Ivoire qui brandit des mesures avant le sommet de la CEDEAO qui doit se tenir dans quelques jours en New York fausse les règles de l'organisation sous régionale dont les décisions doivent être prises et souverainement discutées par les présidents des États membres de la CEDEAO. Mais, malheureusement, ce principe a

été plusieurs fois violé. Notre pays en payé les frais pour avoir été placé sous embargo alors qu'aucun texte ne l'autorise parce que la France frustrée contre la Transition malienne en a décidé. Et d'ailleurs, le président Macky SALL aujourd'hui président en exercice de l'Union africaine avait déclaré que la CEDEAO devrait tirer les leçons de ses sanctions prononcées contre le Mali. Avant d'envisager des mesures contre le Mali, soucieuse de la sécurité et de la stabilité sur son espace, la CEDEAO devait, en plus la médiation, s'interroger sur la violation du territoire malien par des soldats et prendre les mesures idoines. Sans assumer cette responsabilité, la CEDEAO pourrait davantage s'affaiblir en prenant encore d'autres mesures injustes et inhumaines contre le Mali engagé depuis 2020 dans un processus de refondation et de retour à l'ordre constitutionnel. En dehors, de la CEDEAO, la Côte d'Ivoire entend également instrumentaliser les Nations unies, à travers le secrétaire général qui a déjà eu un entretien avec le président Alassane Dramane OUATTARA. Dans tous les cas, les déclarations et les notes des Nations unies comportent la thèse des autorités maliennes sur l'aspect de violation de son territoire.

PAR SIKOU BAH
Source : InfoMatin

Homosexualité des mineurs au Mali : Autorités et parents interpellés

Il y a quelques moments, la jeunesse de la commune II de Bamako dénonçait avec force des comportements attentatoires aux mœurs. Des individus malintentionnés proposaient de l'argent aux mineurs et profitaient des différents déplacements de leurs cibles (filles et garçons mineurs), pour les transformer en homosexuels. Le vaste réseau criminel a pu être démantelé à l'époque, des arrestations suivies des emprisonnements ont été effectués, mais peut-on dire que la pratique est totalement arrêtée de nos jours dans le pays ?

Les pratiques impudiques dont l'homosexualité sont traitées de crimes par le nouveau code pénal qui va bientôt être adopté. Une interdiction qui survient suite à plusieurs faits listés dans le pays. Parmi lesquels figure le cas des individus malintentionnés qui travaillaient d'arrache-pied, il y a des années de cela, pour convertir les enfants à l'homosexualité. Des dénonciations suivies des manifestations avaient été initiées par des femmes et des jeunes de la commune II de Bamako. Cela, à la suite du démantèlement d'un réseau criminel en commune II de la capitale malienne. La triste nouvelle a fait l'objet de diffusion via plusieurs canaux de communications. Ce sont les enquêtes menées par les jeunes du groupe "Eveil de consciences" qui ont permis de dénoncer ledit réseau criminel. Des explications concernant l'affaire ont été données par les membres du groupe "Eveil de consciences". « En commune II, nous nous sommes rendu compte qu'il y a des gens qui entraînaient les enfants dans l'homosexualité. C'est-à-dire, des lesbiennes et des gays. Nous nous sommes rendu compte de l'existence d'un réseau qui emmenait les enfants dans une clinique pour leur faire avaler un médicament. À chaque fois que l'enfant réussit à avaler un seul comprimé, il avait droit à 5000F », indiquait le groupe. Les membres dudit réseau criminel profitaient du chemin de l'école pour l'intégration des mineurs dans l'homosexualité. Même si certains acceptaient de suivre les pratiquants sans être forcés, le réseau contraignait d'autres enfants à les suivre. « Notre constat est parti du cas d'un des fils d'une grande-sœur. Nous avons remarqué que le mineur n'était pas comme les autres. Il était calme et n'avait pas le comportement qu'il avait auparavant. Nous avons alors mis la pression sur lui pour qu'il dévoile ce qui n'allait pas chez lui. Il a fini par nous évoquer son problème. Le mineur nous a sou-

ligné qu'il y a une clinique au grand marché de Bamako, appelée "clinique Soutoura" ». Le garçon avait pris le comportement d'une fille. Il n'a pas hésité à donner d'amples explications aux parents. « L'enfant nous a fait croire que les membres de leur association se trouvaient à la clinique Soutoura. Selon lui, à chaque fois qu'un enfant accepte d'avaler un médicament donné par le réseau criminel, il avait droit à 5000F. Ceux qui prenaient deux avaient droit à 10.000 F, et les enfants qui consommaient trois médicaments avaient droit à 15.000F par jour », déplorait le groupe dénonciateur. La consommation de ces médicaments entraîne le dysfonctionnement du sexe des garçons mineurs, indique-t-on. Le garçon ayant fait ces révélations avait en sa possession une somme de 400.000 à 450.000 F CFA. Le mineur en question avait 16 ans à l'époque et n'exerçait aucun job comme travail. Les jeunes de la commune avaient saisi le procureur du tribunal de grande instance de la commune II de Bamako. Ce dernier a donné mandat aux jeunes qui ont collégialement mené des enquêtes avec les policiers du 3ème arrondissement. « Certains membres du groupe "Eveil de consciences" ont infiltré ceux du réseau criminel. C'est ce qui a permis d'informer les

policiers qui ont procédé à l'arrestation de 30 personnes parmi les membres du réseau à l'époque. Les arrestations ont eu lieu au moment où ils s'apprêtaient à une grande réunion ». Les policiers ont ensuite relâché 15 personnes. Ils ont également lâché 3 parmi les 15 autres arrêtés, laissant 12 personnes en prison. Alors que les personnes coffrées étaient des mineurs à l'époque, certaines parmi les personnes présumées coupables de la situation circulaient sans être inquiétées. Les enfants qui avaient déjà été victimes de cette situation ne dépassaient pas 18 ans. Des filles mineures étaient également concernées. Selon un responsable du groupe "Eveil de consciences" que nous avons contacté ce lundi 12 septembre 2022, « la pratique homosexuelle continue à présent dans le pays. Le réseau qui s'adonnait à l'enrôlement des mineurs a, de nos jours, quand même changé de lieu ». « Il se pourrait que la pratique se passe dans d'autres localités du pays », a-t-il ajouté. Des explications qui interpellent à la fois les parents des enfants et les autorités du pays.

Mamadou Diarra
Source: LE PAYS



Kenya : Uhuru Kenyatta, président insondable au bilan en demi-teinte



Plus jeune président de l'histoire du Kenya, Uhuru Muigai Kenyatta quitte le pouvoir après une quasi-décennie à la tête du pays qu'il achève comme un chef d'Etat insondable au bilan en demi-teinte.

Marionnette ou stratège, héritier dilettante ou assoiffé de pouvoir ? Malgré une carrière politique de près de 30 ans, Uhuru Kenyatta reste un personnage difficile à cerner.

Une chose est sûre: le "prince" de la politique kényane est indissociable de sa famille, la plus riche du pays et la seule qui lui ait donné deux présidents.

Silhouette massive, visage rond marqué de lourdes poches sous les yeux, cet homme de 60 ans a consacré son second et dernier mandat à tenter de consolider son héritage politique.

Il aura tenté jusqu'au bout de peser sur l'avenir

du pays, soutenant Raila Odinga pour la présidentielle du 9 août - à laquelle il n'avait pas le droit de briguer un troisième mandat - face à son vice-président William Ruto.

Il a perdu ce dernier pari, son alliance avec son ancien rival lui aliénant notamment son fief du Mont Kenya.

Dettes et corruption

Si l'ancien golden boy éduqué aux Etats-Unis s'est employé à renforcer la stature internationale du Kenya, qui siège actuellement au Conseil de sécurité de l'ONU et s'affiche fièrement comme la locomotive économique de l'Afrique de l'Est, son bilan domestique reste mitigé.

Dans son dernier discours lundi, M. Kenyatta

a souligné les progrès économiques du pays, qui s'apprête à "rejoindre le club des nations à revenu intermédiaire".

"J'ai été guidé par le rêve de nos ancêtres: éliminer la pauvreté, l'ignorance et la maladie, améliorer la qualité de vie de tous les Kényans et créer les conditions permettant à chacun d'atteindre son but", a-t-il déclaré.

Sa politique de grands chantiers d'infrastructures a notamment été menée au prix d'une explosion de la dette, qui a atteint plus de 70 milliards d'euros (67% du PIB).

Ses discours contre la corruption ont été accueillis avec apathie, voire ironie, dans un pays où les Kenyatta sont perçus comme l'incarnation d'une élite politique corrompue et peu concernée par l'intérêt général.

Au-delà d'un empire financier qui s'étend de l'agroalimentaire (Brookside) à la banque

(NCBA) en passant par les médias (Mediamax), la famille Kenyatta est le premier propriétaire terrien du pays - un patrimoine à l'origine critiquée.

La fortune du seul Uhuru, catholique pratiquant et père de trois enfants, était estimée à 500 millions de dollars par Forbes en 2011.

Fréquentable

Uhuru ("liberté" en swahili) est le fils du président Jomo Kenyatta (1964-1978), considéré comme le père de l'indépendance, et de son influente quatrième épouse "Mama" Ngina.

Il se lancera en politique au milieu des années 90, poussé par le successeur de son père, l'autocrate Daniel arap Moi (1978-2002).

Battu lors de sa première tentative présidentielle en 2002, il soutiendra en 2007 le sortant Mwai Kibaki, dont la courte victoire va dégénérer en tueries politico-ethniques opposant Kikuyu et Kalenjin, deux des principales ethnies du pays.

Kenyatta intègre dans la foulée un gouvernement d'union nationale, puis remporte en 2013 la présidentielle.

Le leader kikuyu s'est allié dans cette course à William Ruto, meneur des Kalenjin. Tous deux sont alors poursuivis par la Cour pénale

internationale pour leur rôle dans les tueries de 2007-2008.

Les charges contre le duo exécutif seront abandonnées après ce que le tribunal a dénoncé comme des "intimidations de témoins". Uhuru redevient alors fréquentable et accueille tour à tour Barack Obama, le pape François, ainsi qu'une kyrielle d'investisseurs impatientes de gagner ce pays dynamique.

A Nairobi, observateurs et diplomates peinent à cerner sa personnalité. Certains décrivent "un fêtard porté sur la bouteille qui ne voulait pas le job", quand d'autres dépeignent un homme "assez charismatique", "politiquement capable et qui sait parler aux gens".

Mais la capitale bruisse des récits de ses virées nocturnes, incognito au volant d'une banale voiture, protégé par seulement quelques gardes du corps.

Alliance avec Odinga

Le 1er septembre 2017, après l'annulation historique de sa réélection par la Cour suprême, il traitera les juges d'"escrocs" devant les caméras.

Après quelques heures, il acceptera cependant le verdict, et sera définitivement réélu deux mois plus tard, dans un pays fracturé, où les

manifestations de l'opposition - dont le leader Raila Odinga a boycotté le deuxième scrutin - ont été impitoyablement réprimées par la police.

Si bien que début 2018, il surprend tout le monde en concluant une trêve avec Odinga lors d'une poignée de main restée célèbre sous le nom de "Handshake".

Ce pacte a attiré au cœur du pouvoir M. Odinga, tenant à l'écart l'ambitieux vice-président William Ruto - à qui Kenyatta avait initialement promis son soutien pour 2022.

Kenyatta et Odinga porteront ensemble un projet de réforme constitutionnelle, baptisé "Building Bridges Initiative" (BBI) et créant notamment un poste de Premier ministre que beaucoup voyaient destiné au président sortant. Dénoncé par Ruto, le BBI sera finalement retoqué par la justice.

Le président s'apprête aujourd'hui à quitter - du moins en apparence - la scène politique. Interrogé l'année dernière sur son désir de rester au pouvoir, un Uhuru souriant déclarait à France 24, les yeux au ciel: "Oh, s'il vous plaît, s'il vous plaît ! J'aimerais mieux savourer des vacances en France chaque été."

AFP



En Afrique : Tout le monde ne pleure pas la reine



Du Kenya au Nigeria, en passant par l'Afrique du Sud, la mort de la reine Elizabeth II a suscité une avalanche de condoléances des chefs d'Etat africains louant une dirigeante "extraordinaire" et partageant les souvenirs de ses fréquentes visites sur le continent en 70 ans de règne.

Mais le décès de la monarque a également ravivé un débat sensible sur le passé colonial en Afrique anglophone, notamment sur le rôle de la reine comme chef d'Etat durant la domination britannique.

A la naissance d'Elizabeth en 1926, l'Empire britannique s'étendait sur six continents. Au cours de son règne, qui a commencé en 1952, la plupart des pays parmi les 56 qui composent le Commonwealth, ont obtenu leur indépendance, dont beaucoup de nations du continent africain comme le Ghana, le Kenya ou le Nigeria.

Sa mort survient à un moment où les pays européens sont sous pression pour assumer leur histoire coloniale, expier les crimes du passé et restituer les objets africains volés conservés pendant des années dans les musées de Londres ou de Paris.

Le président nigérian Muhammadu Buhari et le président kényan Uhuru Kenyatta ont été parmi ceux qui ont exprimé leurs condoléances pour la perte d'une "icône", mais de nombreux Africains ont aussi évoqué les tragédies de l'époque coloniale de son règne.

Comme au Kenya, où la révolte des Mau Mau, qui s'est déroulée de 1952 à 1960 contre la domination coloniale, a fait au moins 10.000

morts dans l'une des répressions les plus sanglantes de l'empire britannique.

La Grande-Bretagne a accepté en 2013 - soit plus d'un demi-siècle après - d'indemniser plus de 5.000 Kényans qui avaient subi d'horribles sévices pendant la révolte, dans le cadre d'un accord portant sur près de 20 millions de livres (23 millions d'euros).

Guerre du Biafra

"La Reine laisse un héritage mitigé de la répression brutale des Kényans dans leur propre pays et des relations mutuellement bénéfiques", a écrit The Daily Nation, le principal journal du Kenya, dans un éditorial du week-end.

Elizabeth était en visite au Kenya en 1952 lorsque son père est mort et qu'elle est devenue reine.

"Ce qui a suivi a été un chapitre sanglant de l'histoire du Kenya, avec des atrocités commises contre un peuple dont le seul péché était de réclamer l'indépendance."

Au Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, le président Muhammadu Buhari a rendu honneur à la monarque, déclarant que l'histoire de son pays "ne sera jamais complète sans un chapitre sur la reine Elizabeth II".

Si certains ont loué le rôle qu'elle a joué jusqu'à l'indépendance du Nigeria, d'autres ont souligné qu'elle était chef d'Etat lorsque la Grande-Bretagne a soutenu l'armée nigérienne pendant la guerre civile du pays.

Plus d'un million de personnes sont mortes

pendant la guerre du Biafra, entre 1967 et 1970, principalement de faim et de maladie, pendant le conflit qui a suivi la déclaration d'indépendance des officiers de l'ethnie igbo dans le sud-est du pays.

"Si quelqu'un s'attend à ce que j'exprime autre chose que du mépris pour le monarque qui a supervisé un gouvernement qui a soutenu le génocide qui a massacré et déplacé la moitié de ma famille (...) vous rêvez", a déclaré Uju Anya, universitaire américaine d'origine nigérienne sur Twitter, déclenchant un vif débat sur les réseaux sociaux.

"Théâtre absurde"

En Afrique du Sud, les réactions sont également partagées, entre le président Cyril Ramaphosa qui a déploré le décès d'une figure "extraordinaire", et une partie de la jeunesse qui refuse de la célébrer.

Comme le parti de la gauche radicale sud-africaine, les Combattants pour la liberté économique (EFF), qui écrit dans un communiqué : "Nous ne pleurons pas la mort d'Elizabeth, car pour nous sa mort est le rappel d'une période très tragique de l'histoire de ce pays et de l'Afrique".

"Durant ses 70 ans de règne, elle n'a jamais reconnu les atrocités que sa famille a infligé aux peuples que la Grande Bretagne a envahi à travers le monde", a ajouté le parti, faisant référence notamment au commerce des esclaves et au colonialisme.

Mukoma Wa Ngugi, fils de l'écrivain kényan de renommée mondiale Ngugi wa Thiong'o et lui-même romancier ainsi que professeur à l'université Cornell, a également remis en question l'héritage de la reine en Afrique.

"Si la reine s'était excusée pour l'esclavage, le colonialisme et le néocolonialisme et avait exhorté la couronne à offrir des réparations pour les millions de vies prises en son/leur nom, alors peut-être que je (...) me sentirais mal", a-t-il écrit sur Twitter.

"En tant que Kényan, je ne ressens rien. Ce théâtre est absurde".

AFP

CR7 6é, Benzema 4é, M'Bappé 2é... : Les 7 premiers favoris pour le soulier d'or de la coupe du monde de la FIFA 2022

À quelques mois du coup d'envoi de la Coupe du monde de la FIFA 2022, l'excitation entourant ce grand événement footballistique est à son comble. Le grand prix en lui-même est assez lucratif, mais quelques récompenses individuelles exceptionnelles sont également proposées.

Rempporter le Soulier d'or, qui est décerné au meilleur buteur de la Coupe du monde, est le rêve ultime de tout buteur. De nombreux candidats seront en lice pour le Soulier d'or de la Coupe du monde de la FIFA 2022, et aujourd'hui, nous allons nous pencher sur les premiers candidats. Maintenant, sans plus attendre, jetons un coup d'œil aux sept principaux prétendants au Soulier d'or de la Coupe du monde de la FIFA 2022:

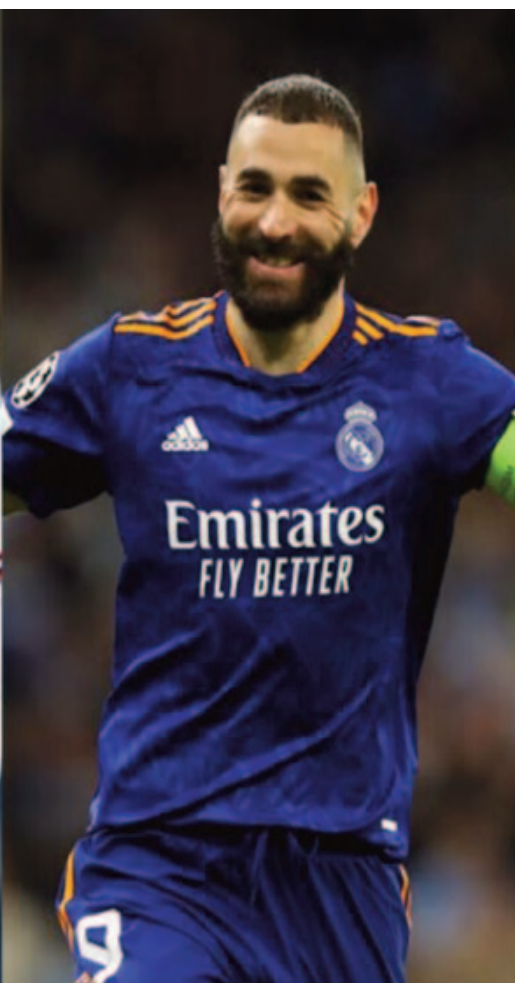
#7 Vinicius Junior – Brésil

Vinicius Junior a connu une campagne 2021-22 étincelante avec le Real Madrid, marquant 22 buts et délivrant 20 passes décisives en 52 apparitions toutes compétitions confondues. En plus d'aider les Blancs à remporter la Liga et la Supercoupe d'Espagne, le jeune ailier a marqué le but vainqueur de la finale de la Ligue des champions contre Liverpool. Vinicius Junior vivra le plus grand tournoi de

sa vie lors de la Coupe du monde de la FIFA 2022 au Qatar plus tard cette année. L'attaquant brésilien, qui compte 14 sélections en équipe nationale, se prépare pour l'occasion en réalisant chaque semaine des performances spectaculaires avec le Real Madrid. Vinicius Junior a jusqu'à présent marqué cinq fois et délivré deux passes décisives en sept matches pour les Blancs. Il sera intéressant de voir s'il peut faire fonctionner sa magie lors de la Coupe du Monde de la FIFA 2022 dans quelques semaines.

#6 Cristiano Ronaldo – Portugal

Meilleur buteur de l'histoire du football international (117 buts en 189 matches), Cristiano Ronaldo n'a pas connu un bon début d'exercice 2022-23. Il n'a débuté que deux des huit matches de Manchester United cette saison, sortant du banc lors des six autres rencontres. Le capitaine portugais n'a toujours pas marqué ni délivré de passe décisive pour les Red Devils, toutes compétitions confondues. La forme récente de Ronaldo est loin d'être encourageante. Mais compte tenu de la créa-





tivité du Portugal et de la capacité de Ronaldo à s'imposer dans les grands matches, nous ne pouvions tout simplement pas l'exclure de cette liste.

Le quintuple Ballon d'Or a participé à 17 matchs de la Coupe du Monde pour le Portugal jusqu'à présent, marquant sept fois.

#5 Harry Kane – Angleterre

Harry Kane, de Tottenham Hotspur, a connu un début de saison 2022-23 fructueux. L'attaquant compte cinq buts en sept matches toutes compétitions confondues et a également impressionné les fans par son rythme de travail défensif, sa créativité et sa portée de passe. L'international anglais a remporté le Soulier d'or en 2018, en marquant un nombre record de six buts en autant de rencontres. Au vu de sa forme actuelle, l'attaquant des Three Lions a toutes les raisons de s'imaginer remporter un autre Soulier d'or lors de l'itération de cette année.

#4 Karim Benzema – France

Karim Benzema a connu la meilleure campagne de son histoire avec le Real Madrid lors de la saison 2021-22, marquant 44 buts et délivrant 15 passes décisives en 46 matches pour le club, toutes compétitions confondues. Ses exploits ont permis au Real Madrid de remporter la Ligue des champions, la Liga et la Supercoupe d'Espagne.

Avant de se blesser lors de l'ouverture de la

Ligue des champions 2022-23 contre le Celtic, Benzema avait marqué quatre buts pour Los Blancos, toutes compétitions confondues. S'il se rétablit dans les deux prochaines semaines, Benzema devrait avoir suffisamment de temps pour retrouver son meilleur niveau. S'il y parvient, il sera prêt à se battre pour le Soulier d'or de la Coupe du monde de la FIFA 2022.

#3 Lionel Messi – Argentine

L'Argentine de Lionel Messi a été éliminée en huitième de finale de la Coupe du monde 2018, s'inclinant 4-3 face à la France, futur vainqueur. Depuis, l'Albiceleste a gagné en confiance et en qualité, le capitaine Lionel Messi donnant l'exemple à son équipe.

Messi a été le meilleur joueur de l'Argentine lors de la Copa América 2021, avec quatre buts et cinq passes décisives (7 matches) pour mener son équipe en finale. Les Argentins y ont affronté le Brésil, qu'ils ont battu aux tirs au but.

Messi a également connu un excellent début de campagne 2022-23 au PSG. Avec quatre buts et sept passes décisives en neuf matches (toutes compétitions confondues), il est devenu l'un des meilleurs joueurs du club. Il ne serait pas surprenant de le voir avoir un impact similaire pour l'Argentine lors de la Coupe du Monde de la FIFA 2022 en novembre.

#2 Kylian Mbappé – France

Kylian Mbappé, qui a remporté le titre de Jeune

joueur du tournoi lors de la Coupe du monde de football 2018, a marqué quatre buts (7 matches) lors de la compétition dans sa précédente itération. Désormais nettement plus mature et plus meurtrier, il pourrait trouver le chemin des filets encore plus fréquemment lors de la Coupe du Monde de la FIFA 2022. Mbappé, qui a marqué 27 buts internationaux en 57 matches, a connu un début de saison impressionnant au PSG. Le vainqueur de la Coupe du monde 2018 a trouvé le chemin des filets à neuf reprises en sept matches toutes compétitions confondues, aidant les Parisiens à remporter des victoires importantes.

#1 Neymar – Brésil

L'as brésilien Neymar a été dans une forme étincelante pour le Paris Saint-Germain cette saison, marquant 10 buts et délivrant sept passes décisives en seulement neuf matches toutes compétitions confondues. S'il parvient à poursuivre sur sa lancée lors de la Coupe du Monde de la FIFA 2022, il sera l'un des favoris pour le Soulier d'or.

Neymar a le don de trouver le chemin des filets sous les couleurs de son pays. Au cours de sa carrière internationale, il a représenté le Brésil 119 fois, marquant 74 buts. Seul le grand Pelé (74 buts en 92 matches) a plus de buts que la superstar du PSG pour le Brésil.

Source : Afrique Sports



Bélier (21 mars - 19 avril)

Si une certaine pression pesait sur vos épaules ces derniers temps, tout se calme et tout redevient beaucoup plus positif ! On peut dire qu'aujourd'hui c'est une belle journée sur le plan professionnel. On vous propose un changement de direction.

Ouf ! Vous pouvez souffler, vous attaquez le dernier jour du mois en vous félicitant, car vos finances ne sont pas dangereusement dans le rouge. Vous avez lutté pour ne pas tomber dans les dépenses compulsives, vous êtes fier de vous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Ami Taureau, si vous utilisez les mathématiques, ou des connaissances scientifiques dans votre métier, vous allez décrocher le jackpot aujourd'hui ! En effet, l'amas planétaire Lune-Mercure-Vénus va dérouler le tapis rouge à votre carrière...

Dans votre signe, Mercure vous fera cocher toutes les cases qui vous conduiront à la bonne santé financière... Aujourd'hui, ami Taureau, vous ne plâterez pas du tout avec l'argent ! Pour autant, vous n'en ferez pas non plus une obsession... Ouf !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Par contre c'est dans ce domaine que vous pourrez donner libre cours à votre créativité débordante. Des idées géniales vont venir à votre conscience et vous pourrez ainsi canaliser votre énergie en exprimant positivement ce qui sort de vos profondeurs intérieures.

Le noeud nord en Cancer vous parle d'acceptation de soi et de vos richesses. Il peut s'agir aussi de vos richesses intérieures. Vous devez faire un travail de nettoyage intérieur des vieilles mémoires obsolètes. Reprenez le pouvoir sur votre vie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous passerez à l'action après avoir évalué la situation. Votre force reposera sur une alliance de tact et d'aplomb. Vous alternerez des phases de travail en équipe avec d'autres en solo, un équilibre indispensable à vos yeux pour faire du bon boulot.

Vous ferez preuve d'une incroyable intuition à laquelle s'ajoutera un instinct infailible pour réaliser de bonnes affaires. Dans l'instant, vous capterez si le projet est fiable et quel profit vous pourrez en tirer. Vous userez de la chance sans en abuser.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre meilleur atout reste avant tout votre disponibilité. Votre organisation permet à vos activités de s'épanouir, votre évolution professionnelle se fait dans des conditions favorables. Rien à redire, à part, continuez les efforts !

Les planètes annoncent de bons retours sur investissement, votre argent fait des petits, vous n'aurez plus qu'à compter les retombées d'ici quelque temps. La bonne nouvelle vous enchante, dans votre tête vous commencez à vous faire des plans.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Aider les collègues qui éprouvent des difficultés, la réponse est oui ! Faire leur travail, la réponse est non ! Chez vous, ami Vierge, la bonté commence avec le b de bonté et non avec le b de bêtise... Que ce soit bien clair entre vous et eux ! C'est par l'action énergique que vous allez vous occuper de vos affaires. Vous allez pourvoir vous-même à vos nécessités financières. Grâce à l'intervention de Vénus, vous allez affirmer votre esprit d'entreprise et garder la mainmise sur vos possessions...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous avez un travail créatif ou artistique, ce sera une très bonne journée pour vous car l'imagination voisinera avec les bonnes intuitions. Vos idées seront sans aucune limite. Vous aurez un feeling certain et très prononcé pour l'esthétique de très bon goût.

De l'argent caché pourrait vous apparaître au grand jour et vous créer une assez bonne surprise. Vous n'avez jamais soupçonné que de telles situations puissent vous arriver. Vous n'en revenez pas. Quelle chance vous avez !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Il vous restera encore quelques tracasseries à régler, qui causeront un léger retard dans vos activités, mais qu'à cela ne tienne : vous aurez de l'énergie à revendre et une détermination à toute épreuve. Une fois terminées, vous aurez le champ libre.

Ce sera par votre savoir-faire que vous récolterez des euros, tant en négociant qu'en recourant au système D. Par ailleurs, Mercure dans votre signe récompensera les actions que vous aurez menées par le passé. Vous serez gratifié grâce à vos mérites.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous n'hésitez pas à exprimer vos attentes, votre hiérarchie vous écoute attentivement, c'est un point très positif, cela veut dire que vos demandes sont prises en considération. Vous êtes un élément fort pour votre entreprise, c'est valorisant.

Vous ne vous laissez pas prendre au dépourvu. Aujourd'hui, vous regorgez de bonnes idées, si votre situation financière reste encore sous surveillance, vous n'hésitez pas à dépenser un peu d'argent si vous en avez envie, mais vous restez prévoyant.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez du mal à croire en vos chances. En fait, vous ne cesserez pas de penser à l'évolution de votre carrière... Vous avez un talon d'Achille dans votre activité professionnelle : le manque de polyvalence ! Vous ne ferez rien pour que cela change...

Si l'argent était un carburant, vous seriez en panne sèche ! Votre esprit ne sera pas très alerte. Du coup, vous ne serez pas en mesure de faire preuve de savants calculs financiers, notamment ceux qui vous permettraient de faire des économies...



Verseau (20 janvier - 19 février)

La Lune noire en maison 2, vous oblige à revoir en profondeur les bases de vos revenus. De profonds changements sont à prévoir. Il faut repartir sur des bases plus saines mieux adaptées à la situation actuelle.

Vos revenus étant tributaires de votre métier. C'est par là qu'il faut commencer à réformer. Si vous ne faites pas les changements nécessaires, le destin va vous envoyer des situations qui vont vous forcer à le faire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos mises au point feront leur effet, d'autant plus que vous ne serez pas coutumier du fait. On vous regardera différemment et vos adversaires comprendront qu'ils devront composer avec vous au lieu de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds.

Votre intuition ne vous aura pas trompé et ce sera triomphant que vous annoncerez cette bonne nouvelle pécuniaire à vos proches. Ils auront peut-être encore des doutes sur votre succès financier, mais s'inclineront, admiratifs, devant cette évidence.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23